

Article

Cohabitation et conflits fonciers entre autochtones et allogènes dans le territoire de Beni (Nord-Kivu, RDC) : enjeux sociopolitiques et crise de gouvernance

Kasereka Muhindo Antoine

Domaine des Sciences de l'Homme et de la Société, Université de l'Assomption au Congo, B.P. 104, Butembo, République Démocratique du Congo

Correspondant : antoinemuhindo@lecturer.uaconline.edu.cd

Citation: Muhindo, K.A., Cohabitation et conflits fonciers entre autochtones et allogènes dans le territoire de Beni (Nord-Kivu) : enjeux sociopolitiques et crise de gouvernance. *Etincelle*. 2026, Vol. 26, no. 2. <https://doi.org/10.61532/rime262123>

Reçu: 12 juin 2026

Accepté: 26 juin 2026

Publié: 04 juillet 2026

Note de l'éditeur: Ishango-uac reste neutre en ce qui concerne les revendications juridictionnelles dans les cartes géographiques publiées et les affiliations institutionnelles des auteurs.



Copyright: © 2026 par l'auteur. Soumis pour une publication en libre accès selon les termes et conditions de la licence Creative Commons Attribution (CC BY) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>).

Abstract: Le territoire de Beni, dans la province du Nord-Kivu (RDC), est au cœur d'une crise socio-politique complexe mêlant violence armée, rivalités foncières et recomposition identitaire. La cohabitation entre populations dites « autochtones » (Bapakombe, Babila, Bambuba et Bata-linga) et « allogènes » (principalement Nande) est fragilisée par des décennies d'insécurité, l'effondrement de l'autorité de l'État et la manipulation politique des appartenances communautaires. À travers une approche qualitative combinant analyse documentaire, entretiens et observation contextuelle, cet article met en lumière les logiques de compétition pour le contrôle du territoire et des ressources. Il montre que l'autochtonie et l'allogénéité ou l'allochtonie sont moins des catégories culturelles que des instruments politiques utilisés pour légitimer l'accès à la terre, aux postes administratifs et aux rentes économiques. L'étude plaide pour une refondation de la gouvernance foncière et une redynamisation des mécanismes coutumiers légitimes, conditions nécessaires à la cohésion sociale et à la paix durable dans la région.

Mot clés: Autochtonie, Allogénéité ou allochtonie, Conflit foncier, Gouvernance, Nord-Kivu, RDC

1. Introduction

L'Afrique des Grands Lacs reste une région emblématique des tensions identitaires et foncières où la terre représente à la fois un symbole d'appartenance, une ressource économique et un instrument de pouvoir. En République Démocratique du Congo (RDC), la zone du territoire de Beni (Nord-Kivu) illustre de manière dramatique l'articulation entre conflits fonciers, fragilités institutionnelles et violence armée.

Depuis le début des années 2000, Beni subit une succession de crises : insécurité chronique liée à l'insurrection des Allied Democratic Forces (ADF), rivalités autour du contrôle des terres agricoles et minières, et effondrement de la gouvernance locale. Dans ce contexte, la question identitaire qui est autochtone et qui ne l'est pas s'est transformée en un outil de légitimation politique et économique.

L'objectif de cet article est d'analyser les enjeux socio-politiques de la cohabitation entre communautés autochtones et allogènes à Beni, en interrogeant les mécanismes de gestion des conflits et les dynamiques de pouvoir qui les sous-tendent. De ce fait, voici la question qui oriente notre recherche : « Comment les dynamiques d'autochtonie et d'allogénéité structurent-elles les conflits fonciers et les rapports de pouvoir dans le territoire de Beni ? »

Trois hypothèses guident cette recherche :

1. Les antagonismes ne relèvent pas de haines ethniques ancestrales, mais de luttes stratégiques pour les ressources territoriales et politiques.
2. La persistance de la violence est liée à l'instrumentalisation de l'autochtonie par des élites cherchant à consolider leur pouvoir.
3. L'effondrement de l'État et des mécanismes coutumiers favorisent la privatisation de la violence et la régulation par la force.

2. Cadre conceptuel et théorique

2.1. Autochtonie et allogénéité ou allochtonie comme constructions politiques

Le concept d'*autochtonie* a été largement mobilisé en Afrique comme critère d'accès privilégié aux ressources locales (Geschiere, 2009). En RDC, il s'inscrit dans une logique d'inclusion/exclusion : les « autochtones » sont perçus comme les détenteurs légitimes du sol ancestral, tandis que les « allogènes » sont parfois considérés comme usurpateurs. Cependant, ces catégories sont fluides et contextuelles, souvent redéfinies selon les rapports de force locaux (Ceuppens & Geschiere, 2005).

Dans le cas de Beni, les Bambuba et Batalingi se revendiquent premiers occupants, tandis que les Nande, pourtant installés depuis plusieurs générations, sont fréquemment qualifiés d'allogènes, voire d'étrangers économiques. Cette opposition repose moins sur des critères historiques que sur des enjeux contemporains de pouvoir et de contrôle foncier.

2.2. Gouvernance foncière et crise de légitimité

La gouvernance foncière en RDC repose sur un dualisme institutionnel : le droit coutumier coexiste avec le droit positif issu de la colonisation (Vlassenroot & Huggins, 2005). Dans les faits, cette dualité crée une insécurité juridique chronique. Les autorités coutumières conservent une influence locale, mais leur légitimité est fragilisée par la corruption et la politisation des chefferies.

Selon van Leeuwen & van der Haar (2016), la terre devient alors « un champ de lutte où s'entremêlent enjeux économiques, identitaires et politiques ».

2.3. Approche théorique : économie politique du conflit

L'article s'appuie sur l'approche de l'économie politique de la violence (Cramer, 2006), qui analyse les conflits comme des systèmes rationnels de production et de distribution des ressources. La persistance de la guerre et des tensions communautaires découle d'intérêts matériels et politiques plutôt que d'animosités naturelles. Cette approche permet de comprendre la situation de Beni comme une économie de guerre localisée, où le contrôle du foncier, des minerais et des postes administratifs nourrit les dynamiques conflictuelles.

3. Méthodologie

Cette étude repose sur une démarche qualitative. Ainsi, nous avons eu recours à l'échantillonnage raisonné, également appelé échantillonnage intentionnel. Ce type d'échantillonnage consiste à sélectionner les participants en fonction de leur pertinence par rapport à l'objet de la recherche et de leur capacité à fournir des informations significatives sur le phénomène étudié (Etikan, I., & Bala, K. 2017). Le choix de cette méthode s'explique par la nature qualitative de cette recherche. En effet, dans les études qualitatives, l'objectif n'est pas d'obtenir un échantillon statistiquement représentatif de la population, mais plutôt de recueillir des informations riches et détaillées auprès d'acteurs directement concernés par la problématique étudiée (Creswell, J. W., & Creswell, J. D., 2018). Dans une perspective qualitative, la taille de l'échantillon n'est pas

déterminée à l'avance de manière rigide. Elle évolue progressivement au cours de la recherche jusqu'à atteindre ce que Strauss et Corbin appellent **la saturation théorique**, c'est-à-dire le moment où les nouvelles données recueillies n'apportent plus d'informations significativement nouvelles (Guest, G., Namey, E., & Mitchell, M., 2017). C'est ainsi que nos enquêtes ont porté sur quarante personnes.

En plus, nous avons utilisé des méthodes et techniques suivantes :

- Entretiens semi-directifs réalisés entre 2022 et 2025 avec des leaders coutumiers, des représentants communautaires, des membres de la société civile et des déplacés internes.
- Analyse documentaire : rapports d'ONG (MONUSCO, Human Rights Watch, Search for Common Ground), littérature scientifique, presse locale (Radio Moto Beni, Pole Institute).
- Observation indirecte via des partenaires locaux en raison de l'insécurité persistante.

L'analyse a combiné la théorisation ancrée et une analyse de discours pour identifier les récits de légitimation et de victimisation autour de la terre et de l'identité. La période étudiée couvre 2005–2025, correspondant à la transition post-conflit, à la montée de l'insurrection ADF et à l'émergence de nouvelles formes de gouvernance locale.

4. Résultats et analyse

4.1. Construction identitaire et instrumentalisation politique

Les catégories « autochtone » et « allogène » sont continuellement redéfinies selon les rapports de force. Les acteurs politiques locaux mobilisent ces étiquettes pour contrôler les scrutins, les nominations administratives et l'accès à la terre. Les discours publics mettent en avant la "protection des terres ancestrales" pour justifier des politiques d'exclusion.

Ce processus s'inscrit dans une logique de clientélisme ethnique, où les appartenances communautaires deviennent des instruments de loyauté politique.

4.2. Effondrement des mécanismes traditionnels et étatiques

L'étude révèle une érosion simultanée de l'autorité coutumière et étatique. Les chefferies locales, longtemps garantes de la régulation foncière, ont perdu leur autonomie face aux ingérences politiques et à la corruption. La justice formelle, souvent inaccessible et perçue comme partielle, laisse place à une justice informelle ou armée. La conséquence est une privatisation de la régulation sociale : la possession foncière dépend de la capacité à mobiliser la violence.

4.3. Violence armée et militarisation de la société

L'insurrection des ADF, active depuis plus d'une décennie, a accentué la fragmentation du territoire. Les déplacements massifs de populations ont bouleversé les équilibres fonciers : les terres abandonnées deviennent objets de convoitise et de redistribution illégale.

Plusieurs sources (UNHCR, 2023 ; Congo Research Group, 2022) confirment que certains réseaux politico-militaires tirent profit de cette instabilité, constituant une économie de guerre alimentée par la rente foncière et minière.

5. Discussion : une économie politique de la coexistence sous tension

L'analyse des données montre que les tensions communautaires à Beni ne résultent pas d'antagonismes culturels naturels, mais de stratégies politiques et économiques de contrôle du territoire. Ce constat confirme les approches contemporaines de

l'économie politique du conflit (Cramer, 2006 ; Tull, 2021), selon lesquelles la violence locale répond à des logiques d'intérêts, de rente et de pouvoir.

5.1. L'autochtonie comme instrument de légitimation

La catégorie d'« autochtonie » à Beni est un outil de revendication politique. Les élites locales la mobilisent pour légitimer leur autorité ou pour contester celle d'autrui. Ce phénomène n'est pas propre à la RDC : Geschiere (2009) observe le même usage dans le Cameroun, où l'autochtonie sert à définir qui a droit à la terre et qui doit en être exclu.

À Beni, les Bambuba et Batalingi invoquent la mémoire des « premiers occupants », tandis que les Nande s'appuient sur leur contribution économique et démographique pour revendiquer une pleine citoyenneté locale. Cette opposition produit une hiérarchisation symbolique de la citoyenneté, où la légitimité territoriale prévaut sur la citoyenneté nationale.

5.2. Gouvernance en crise et fragmentation du pouvoir

Le vide laissé par l'État congolais est comblé par une pluralité d'acteurs : autorités coutumières, associations locales, ONG, groupes armés, voire églises. Cette multiplicité de sources d'autorité engendre une gouvernance hybride (Boege et al., 2008) : certains conflits se règlent par la médiation coutumière, d'autres par la coercition militaire. Cependant, cette hybridité fonctionne dans un cadre déséquilibré, car les institutions étatiques demeurent incapables de garantir l'équité et la sécurité juridique. La loi foncière de 1973, largement obsolète, ne prend pas en compte les réalités coutumières ni la densité démographique actuelle (Muhire, 2021).

5.3. L'économie de guerre et la territorialisation de la violence

L'interconnexion entre économie et violence est manifeste : plusieurs acteurs tirent profit de l'instabilité. La terre devient une monnaie d'échange politique et militaire. Des milices locales sont parfois mobilisées pour défendre des intérêts fonciers ou pour sécuriser des exploitations minières. Cette économie de guerre entretient une instabilité fonctionnelle, où la paix durable serait coûteuse pour ceux qui bénéficient du désordre (Autesserre, 2012).

Ainsi, les conflits fonciers sont moins des « accidents » que des composantes structurelles d'un système de survie et de pouvoir.

5.4. Résilience sociale et logiques locales de paix

Malgré ce contexte fragmenté, les communautés de Beni développent des mécanismes endogènes de résilience. Des réseaux de dialogue intercommunautaire, soutenus par des ONG locales (par ex. : Pole Institute, CEDEJ), organisent des médiations de proximité entre jeunes et leaders coutumiers. Les structures religieuses jouent un rôle crucial : les paroisses catholiques, les églises protestantes et les communautés musulmanes servent souvent d'espaces neutres de négociation. Ces initiatives démontrent qu'une culture locale de la paix subsiste, mais qu'elle nécessite un appui institutionnel et juridique pour devenir durable.

6. Conclusion générale

L'étude de la cohabitation entre autochtones et allogènes à Beni met en évidence une réalité complexe : les conflits fonciers et identitaires traduisent avant tout une crise systémique de gouvernance. Les catégories d'autochtonie et d'allogénéité, loin d'être des faits historiques figés, sont des outils politiques dynamiques servant à redéfinir les rapports de pouvoir et d'accès aux ressources.

L'effondrement de l'autorité de l'État, la faiblesse des institutions judiciaires et la corruption généralisée ont sapé la légitimité des mécanismes traditionnels de régulation.

La privatisation de la violence et la militarisation du territoire ont, quant à elles, transformé la compétition foncière en une économie de survie violente.

Cependant, l'existence de réseaux locaux de dialogue, d'initiatives religieuses et de solidarités communautaires indique que des leviers de reconstruction du lien social subsistent.

Le défi pour Beni – et plus largement pour la RDC – est de réarticuler l'État et les autorités locales autour d'une gouvernance participative, inclusive et fondée sur la justice.

7. Recommandations

La stabilisation du territoire de Beni requiert une approche globale intégrant la réforme institutionnelle, la justice sociale et la coopération régionale. La réforme de la gouvernance foncière constitue la première priorité. Il s'agit d'actualiser la loi foncière de 1973, devenue inadaptée aux réalités contemporaines, afin d'y reconnaître explicitement les droits coutumiers et d'assurer la sécurisation des usages collectifs. L'établissement de cadastres locaux participatifs associant les autorités coutumières, l'administration et la société civile permettrait de prévenir les chevauchements de titres et de réduire l'insécurité foncière, source majeure de conflits intercommunautaires.

Ensuite, le renforcement des mécanismes locaux de résolution des conflits doit être envisagé comme un pilier central de la cohésion sociale. La formation et l'institutionnalisation de comités locaux de médiation intercommunautaire, soutenus par les églises et les ONG locales, favoriseraient la résolution pacifique des litiges fonciers et identitaires. Parallèlement, l'intégration des chefferies coutumières dans les programmes nationaux de pacification contribuerait à redonner légitimité et efficacité aux structures traditionnelles de régulation.

La lutte contre l'impunité et la corruption est également essentielle. Le renforcement d'une justice territoriale accessible, impartiale et indépendante permettrait de restaurer la confiance entre citoyens et institutions. Les acteurs politiques et militaires impliqués dans la spoliation foncière ou la manipulation identitaire doivent être clairement sanctionnés, afin d'instaurer un cadre juridique dissuasif et exemplaire.

Le soutien aux initiatives communautaires de paix représente un autre levier d'action durable. Les programmes de dialogue interethnique, portés par les organisations locales et les confessions religieuses, doivent bénéficier d'un appui technique et financier constant. Ces espaces de parole favorisent la réconciliation, la mémoire collective et l'éducation civique autour des valeurs de citoyenneté et de respect mutuel.

Enfin, la résolution des crises de Beni nécessite une approche régionale et transfrontalière. La coopération accrue avec l'Ouganda et les institutions de la CEPGL est indispensable pour endiguer la circulation des armes et démanteler les réseaux transfrontaliers de milices. Cette coordination régionale renforcerait la sécurité, tout en favorisant le développement économique et l'intégration des populations frontalières.

Ainsi conçues, ces mesures combinées offrent une stratégie cohérente pour refonder la gouvernance territoriale, restaurer la confiance entre communautés et promouvoir une paix durable fondée sur la justice, la transparence et la reconnaissance mutuelle.

Contributions : Conceptualisation, K.M.A.; méthodologie, K.M.A.; validation, K.M.A.; investigation, K.M.A.; ressources, K.M.A.; traitement des données, K.M.A.; écrire le manuscrit, K.M.A.; visualisation, K.M.A.; supervision, K.M.A.; correction du manuscrit, K.M.A. L'auteur a lu et approuvé la version publiée de ce manuscrit.

Sponsor financier : Cette recherche n'a reçu aucun soutien financier.

Disponibilité des données : Les données ne sont pas disponibles.

Remerciement : Non applicable.

Conflits d'intérêt : L'auteur déclare aucun conflit d'intérêt.

Références

1. Autesserre, S. (2012). Dangerous tales: Dominant narratives on the Congo and their unintended consequences. *African Affairs*, 111(443), 202–222. Oxford Academic, Bibliothèque de l'Union Africaine. <https://doi.org/10.1093/afraf/adr080>
2. Boege, V., Brown, M. A., Clements, K., & Nolan, A. (2009). *On hybrid political orders and emerging states: What is failing—states in the Global South or research and politics in the West?* In M. Fischer & B. Schmelzle (Eds.), *Building peace in the absence of states: Challenging the discourse on state failure* (Berghof Handbook Dialogue No. 8, pp. 15–35). Berghof Research Center for Constructive Conflict Management. https://berghof-foundation.org/files/publications/dialogue8_boegeetal_lead.pdf
3. Ceuppens, B., & Geschiere, P. (2005). *Autochthony: Local or global? New modes in the struggle over citizenship and belonging in Africa and Europe*. *Annual Review of Anthropology*, 34, 385–407. <https://doi.org/10.1146/annurev.anthro.34.081804.120354>
4. Cramer, C. (2006). *Civil war is not a stupid thing: Accounting for violence in developing countries*. London: Hurst & Co. <https://soas-repository.worktribe.com/output/330104/>
5. Muhire, B. (2021). Legal Pluralism, Customary Authority and Conflict in Masisi, (Eastern) Democratic Republic of Congo. *Journal of Sociology and Development*, 1(1), 1–21. <https://www.ajol.info/index.php/jsd/article/view/216329>
6. Diop, E. H. M. (2008). *La terre comme bien sacré dans les sociétés africaines*. Dakar : Presses Universitaires Africaines.
7. Geschiere, P. (2009). *The perils of belonging: Autochthony, citizenship, and exclusion in Africa and Europe*. University of Chicago Press. <https://landportal.org/fr/library/resources/mokoro5821/land-power-and-identity-roots-violent-conflict-eastern-drc>
8. Mugangu Matabaro, S. (2015). *Économie politique des conflits fonciers en RDC*. Kinshasa : CERED. <https://www.newtimes.co.rw/article/34333/opinions/structural-factors-of-conflict-in-dr-congo>
9. Tull, D. M. (2021). *Gouvernance locale et violence dans l'Est de la RDC*. Berlin : SWP Research Paper. <https://ideas.repec.org/443/a/sae/prodev/v21y2021i2p144-160.html>
10. UNHCR. (2023). *Eastern DRC: Displacement and community conflict report*. Geneva.
11. Van Leeuwen, M., & Van der Haar, G. (2016). *Land governance and conflict in the Great Lakes region*. *African Affairs*, 115(461), 1–23.
12. Vlassenroot, K., & Huggins, C. (2005). *Land, migration and conflict in eastern DRC*. In C. Huggins & J. Clover (Eds.), *From the ground up: Land rights, conflict and peace in Sub-Saharan Africa*. Pretoria: ISS. <https://biblio.ugent.be/publication/321408>